



Au Mexique, après une **grève de trois ans**, des travailleurs ont créé une coopérative.
REGARDS PAGE 2



Le **Réseau éducation sans frontières** lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers, particulièrement en milieu scolaire.
NPARGUMENTS PAGES 6 et 7



L'historien **Gérard Noiriel** revient sur les circonstances du massacre de travailleurs italiens à Aigues-Mortes en 1893.
CULTURE PAGE 9

TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

8 JUILLET 2010 | N°63 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

ÉRIC WOERTH

DEHORS!

Ainsi Alain Joyandet et Christian Blanc étaient les maillons faibles... Ils viennent donc de démissionner. Ou d'être démissionnés. Peu importe! Le but de la manœuvre est clair: lâcher du lest pour tenter de sauver Éric Woerth.



(BENOIT TESSIER / REUTERS)

FSE D'ISTANBUL AGIR CONTRE LA CRISE

Le sixième forum social européen (FSE) s'est tenu du 1^{er} au 4 juillet en Turquie, à Istanbul. Après trois jours de débats et d'échanges sur les luttes à mener contre l'Europe capitaliste, 5 000 personnes ont manifesté dans les rues d'Istanbul. À l'issue du FSE, les participants ont lancé un appel commun, pour organiser notamment la grève générale européenne du 29 septembre et une assemblée européenne à l'automne. **LIRE PAGE 8**

SAISONNIERS DANS L'ENFER DES CONTRATS OMI



(VG)

Le droit français permet, par l'intermédiaire de certains contrats de travail liés à l'office des migrations internationales (OMI), d'employer des travailleurs agricoles immigrés pendant six mois chaque année. Les employeurs bénéficient ainsi d'une main-d'œuvre bon marché, pieds et poings liés par la menace de ne pas obtenir de contrat pour l'année suivante. Dans les Bouches-du-Rhône, dix-huit ouvriers se sont révoltés contre leur patron qui leur faisait subir des conditions dignes de l'esclavage. **LIRE PAGE 4**

CGT AIR FRANCE DES MILITANTS EXCLUS

La CGT Air France a exclu huit de ses militants, répondant ainsi au souhait de la direction du groupe. La connivence entre les deux directions existe depuis plusieurs années, et s'aggrave au fil du temps. En effet, face aux luttes exemplaires des salariés, la direction d'Air France compte sur certains représentants syndicaux à sa solde pour détruire les mouvements sociaux. Les salariés et syndicalistes revendicatifs en payent le prix. **LIRE PAGE 5**



ans se laisser gagner par le cynisme ambiant, il faut bien reconnaître qu'avec son permis de construire illégal pour l'un et ses cigares pour l'autre, Joyandet et Blanc feraient presque figures de « petits joueurs » à côté de certains de leurs collègues. Tellement ce gouvernement pue les privilèges et le fric, voire la corruption. Certes, de tout temps, la grande bour-

geoisie a su intégrer dans ses rangs et ses réseaux certains représentants de la classe politique. Il s'agit, pour l'essentiel, de politiciens de droite. Mais, pas exclusivement. Ainsi, pour ne prendre que les deux principaux candidats socialistes (virtuels) à l'élection présidentielle, tant Martine Aubry que Dominique Strauss-Kahn ont su cultiver des liens étroits avec le grand patronat. Grâce à la Fondation Agir contre l'exclusion pour la première et au Cercle de

l'industrie pour le second. Mais avec Sarkozy, on change d'échelle! Au point que cela en devient politiquement gênant: chaque jour apporte son lot de révélations sordides sur les liens d'argent et de connivence que la bande au pouvoir entretient avec le monde des (très) grandes fortunes et des directions des (très) grandes entreprises. À tel point que, désormais, tous les moyens sont bons pour circonscrire l'incendie.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3



édito

Par Omar Slaouti

VILLIERS-LE-BEL UN PROCÈS POLITIQUE !

Au moment où certains restent planqués derrière leur bouclier fiscal ou judiciaire, les cinq accusés de Villiers-le-Bel et leur entourage ont pris, à l'écoute du verdict, un véritable coup de matraque. Un coup qui, de larmes et de cris étouffés, a déchiré la salle d'audience du tribunal de Pontoise dans la nuit du 2 août à 2 heures du matin. Un coup de plus après la mort de Moshin et Lakhamy. Une mort absente du procès, si ce n'est par la présence de l'avocate générale. La même magistrate qui, il y a deux ans et demi, avait en charge le dossier et avait conclu à un accident, et qui aujourd'hui accuse d'autres jeunes de Villiers-le-Bel des tirs de grenaille portés sur des policiers lors des révoltes qui ont suivi. Un coup politique pour un procès orchestré en haut lieu, celui de la banlieue, des quartiers populaires, des jeunes, des noirs et des Arabes. Un coup de boule pour l'exemple, un bon coup pour la police. Un procès qui ne repose sur l'essentiel que sur quatre témoignages sous X, dont un seul au final se sera fait entendre. Trop bien entendre d'ailleurs, puisque le témoin s'avère être un indicateur de la police ! S'ajoutent quelques témoignages complaisants qui s'écroulent un à un : un des témoins dit avoir rencontré des conseillers du cabinet Sarkozy, un des policiers a subitement eu un « flash » lors de l'audience et a reconnu l'un des prévenus, pourtant déjà incarcéré depuis vingt-huit mois. Pathétique ! Au final, un dossier d'un vide absolu et pourtant un verdict lourd, de quinze ans de prison pour Abderhamane Kamara, douze ans pour Adama son frère, neuf ans pour Ibrahim Sow et trois ans pour Maka Kanté et Samuel Lambalamba. Il ne s'agit pas d'une simple erreur judiciaire, mais de l'illustration d'un système judiciaire et policier au service de quelques-uns. Les mêmes qui, pour appliquer des politiques de casse sociale et d'explosion des inégalités, montrent à la vindicte populaire du bout de leur cigare une partie de la population : celle qui subit le plus les effets de la crise capitaliste et les discriminations en tout genre. Pour autant, les résistances dans les quartiers populaires existent, à l'image du collectif « Respect, Vérité et Justice » de Villiers-le-Bel ou d'autres collectifs contre les violences policières qui tentent de se coordonner. Il est plus que temps que les forces politiques capables de s'unir pour défendre des syndicalistes criminalisés apportent leur soutien matériel, moral et politique à tous ces collectifs.

7-10 JUILLET, UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, PESSAC.

L'Université d'été de la solidarité internationale se tiendra à Pessac, sur le campus de l'Université Bordeaux 3, sur le thème « *Écologie, social, libertés : la solidarité internationale comme sortie de crises* ». Organisée tous les deux ans par le Centre de recherche et d'information sur le développement (Crid), elle est accueillie cette année par le Réseau aquitain pour le développement et la solidarité internationale (Radsis). Avec onze modules de formation, deux ateliers, deux tables rondes, animations, village associatif... Renseignements et programme : Crid, 14 passage Dubail, 75010 Paris ou www.universite-si.org

9 JUILLET, PIQUE-NIQUE ANTIRACISTE, PARIS.

L'ensemble des organisations de

gauche et des associations du 18^e, réunies dans un collectif « Agir ensemble contre le racisme » organise un rassemblement festif et solidaire pour marquer leur opposition aux idées racistes. RV à partir de 19 heures devant le parvis de l'église Saint-Bernard, rue Affre (M^o La Chapelle ou Barbès-Rochechouart ou Château Rouge).

11 JUILLET, PRISON, AVIGNON.

Rassemblement en soutien et en solidarité aux détenus et à leurs familles, pour dénoncer les conditions inhumaines d'incarcération et les suicides qui ne cessent d'augmenter. RV à 13 heures, devant la prison du Pontet.

13 JUILLET, FRANÇAIFRIQUE, PARIS.

Manifestation contre la Françafrique, à l'appel d'organisations françaises et

africaines, pour le développement et l'émancipation de l'Afrique hors de la tutelle du gouvernement français. Premiers signataires : Union des populations du Cameroun, Code, CNR-MUN, Mouvement panafricaniste de Munich, Fédération congolaise de la Diaspora, CAAC Comores, Attac Gabon, FICR (Tunisie), La Voie démocratique (Maroc), Sortir du colonialisme, Survie, Afaspa, Mrap, Droits Devant !!, Cedetim, Ipam, Afriques en lutte, RCM, Réveil des Consciences, « 93 au cœur de la République », Actit, Ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers, CNT, Solidaires, les Alternatifs, NPA, la Fase, PCF, les Verts. RV à 18 heures, place de la République. Puis à 20h30 pour un bal anticolonial, au ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers, 14 rue Baudelique (M^o Simplon).

à noter



13 JUILLET, RETRAITES, NATIONAL. Des rassemblements sont organisés le jour où le projet de contre-réforme sur les retraites passera en conseil des ministres. À Paris, RV de 12 à 14 heures devant le ministère du Travail, 127 rue de Grenelle, Paris 7^e (M^o Varenne).

24-30 JUILLET, 27^e RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES, ITALIE.

Cette année, les Rencontres internationales de jeunes se dérouleront en Italie. Une délégation de plus de 150 jeunes du NPA y participera. Infos : www.internationalcamp.org Pour s'inscrire : envoyer un mail à contact-jeunes@npa2009.org

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



Propos recueillis par Basile Pot

LA COOPÉRATIVE MEXICAINE *DES CONTIS*

Jesus Torres Nuno est secrétaire du Syndicat national révolutionnaire des travailleurs d'Euzkadi (SNRTE), une entreprise de pneus au Mexique, anciennement filiale de Continental. Après une longue grève¹, ils ont pu reprendre l'usine en coopérative en partenariat avec une entreprise de distribution de pneus.



Quelle est l'histoire de cette usine ?

En rachetant l'usine, en 1998, Continental a tenté d'imposer des nouvelles conditions de travail impliquant une augmentation de la production de 35 %, l'imposition de la journée continue, la fin du repos dominical inscrit dans le contrat de travail, une diminution des effectifs et un nouveau règlement intérieur. Face à notre refus, ils ont annoncé, le 16 décembre 2001, la fermeture de l'usine, avec l'objectif assumé de détruire notre syndicat.

Dès cette annonce, nous avons présenté un plan de lutte à l'assemblée générale, qui prévoyait d'empêcher la sortie des machines ou de n'importe quel produit présent dans l'usine. La grève a duré trois ans, un mois et dix jours, le gouvernement mexicain refusant de reconnaître légalement notre grève pendant deux ans.

Nous avons cherché différentes solutions alternatives à la direction, dont la nationalisation de l'entreprise, mais Continental n'a jamais voulu. Nous avons obtenu la récupération de la moitié de l'usine sous forme de coopérative (Tradoc), une aide technique pendant neuf mois pour réussir le démarrage, l'achat de 500 000 pneus par an par Continental et la vente de matières premières à prix préférentiels, plus 225 millions de pesos de la part de Continental. L'autre moitié de l'usine a été acquise par Llanti Systems, un distributeur de pneus.

Êtes-vous satisfaits de ce que vous avez obtenu ?

Notre principal objectif était de récupérer notre travail, ce qui passait pour nous par la réouverture de Continental, le paiement des salaires et le maintien du syndicat. Nous exigeons du gouvernement l'expropriation de l'entreprise, ce qui nous semblait la meilleure solution. Mais celui-ci s'est surtout distingué en appuyant le patronat ! La création de la coopérative n'était vraiment pas la meilleure option, mais au moins elle permettait de retrouver notre travail. Mais la poursuite de la grève était difficile, nous étions à bout.

D'un autre côté, le succès de notre coopérative a démontré quelque chose d'important : la capacité des travailleurs à administrer eux-mêmes une grande entreprise. Continental espérait notre échec. Quelques mois après la récupération de l'usine, celle-ci fonctionnait, était propre, organisée et nous produisions.

Comment fonctionne l'entreprise maintenant ?

Nous produisons plus de 10 000 pneus par jour. Aucune décision n'est prise sans l'accord de la coopérative. On a éliminé les superviseurs. Chaque mois, une information sur les finances de l'entreprise est publiée. En plus de notre participation au conseil d'administration, nous avons des commissaires à l'intérieur de l'audit interne. Les dividendes ne vont pas à une personne ou une entreprise mais sont distribués entre les travailleurs.

Êtes-vous touchés par la crise économique ?

Début 2009, nous avons souffert d'une baisse des ventes et nous avons décidé de cesser l'activité les vendredis pour au moins six semaines. Finalement, nous ne l'avons fait que deux fois, car il y a eu un retournement important à la suite de la décision protectionniste des USA de ne plus importer de pneus chinois. Maintenant, une bonne part de notre production est destinée à l'exportation.

Êtes-vous solidaires d'autres luttes au Mexique ?

Nous restons solidaires des compagnons d'Atenco (lutte contre l'expropriation d'un village pour construire un aéroport), des travailleurs du verre de Potosi, des travailleurs des industries Ocotlan (textile) en grève depuis deux ans et demi. Nous avons défendu les salariés de la SME (société mexicaine publique d'électricité) et les mineurs de Cananea dont la grève a été déclarée illégale. À plusieurs reprises, nous avons réalisé des collectes de solidarité à la porte de notre usine et, lors de l'assemblée de mars, nous avons proposé un fonds d'aide économique permanent aux différentes luttes. Nous avons été à Hanovre l'année dernière manifester avec d'autres travailleurs de Continental, dont ceux de Clairoux. Nous avons organisé un meeting de solidarité avec les camarades de Clairoux durant leur procès à Amiens, devant l'ambassade de France à Mexico. Nous sommes également en contact avec des camarades d'une usine en Équateur en grève depuis plusieurs mois.

1. www.rouge-hebdo.fr/article-rouge?id=2035



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB)



RETRAITES UNE RENTRÉE DÉTERMINÉE

Mardi 29 juin, l'intersyndicale rejointe désormais par Force ouvrière a annoncé deux nouveaux rendez-vous de mobilisation : le 13 juillet, jour de présentation du projet de loi devant le conseil des ministres et le 7 septembre pour une journée de grève et de manifestations.



Paris, le 24 juin. Manifestation contre le projet de loi sur les retraites. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Après le succès de la journée de grève et de manifestation du 24 juin, le gouvernement est resté « droit dans ses bottes », méprisant le niveau de la mobilisation et disant simplement qu'il s'agissait d'une mauvaise compréhension du projet de loi. Ben voyons ! Les manifestants du 24 juin et tous ceux qui les soutenaient ont bel et bien compris ce que voulait faire le gouvernement. Pénaliser et exploiter encore plus les salariés les plus précaires, les moins bien payés mais aussi les femmes et les jeunes. Cette contre-réforme s'inscrit clairement dans une politique d'austérité, de rigueur et répond dans les grandes lignes aux préconisations du FMI de Dominique Strauss-Kahn : relèvement de

deux ans de l'âge légal de départ, allongement de la durée de cotisation, baisse du niveau des pensions, baisse des salaires des fonctionnaires... Toutes ces mesures n'auront qu'une seule conséquence : favoriser encore et toujours les capitalistes. Ce projet de loi doit être purement et simplement retiré. Partir à la retraite à 60 ans à taux plein et même revenir aux 37,5 annuités pour tous, c'est possible. C'est seulement un choix politique, une question de répartition des richesses et du travail. Être crédible, comme le propose le Parti socialiste, c'est défendre cela et non annoncer « qu'il va falloir travailler plus longtemps » et ne plus défendre la retraite à 60 ans comme Martine Aubry vient de le faire, lors d'un

meeting à Roubaix, le 29 juin dernier. Pour gagner face à ce gouvernement, l'ensemble de la gauche sociale et politique doit taper sur le même clou. C'est bien parce que nous avons réussi cette unité que le gouvernement avait été obligé de retirer la loi mettant en place le Contrat première embauche (CPE) en 2006. Après le 24 juin, le gouvernement espérait sans doute un affaiblissement dans la détermination des travailleurs à en découdre. C'est raté. Dès le 29 juin, l'intersyndicale élargie à Force ouvrière a donc décidé de maintenir la pression tout au long de l'été. Et, en particulier, le 13 juillet, jour de présentation du projet de loi devant le conseil des ministres où des rassemblements devant les préfec-

tures seront organisés pour en réclamer le retrait. Mais elle ne s'arrête pas là et appelle également l'ensemble des salariés du privé comme du secteur public à une nouvelle journée de grève et de manifestation dès le 7 septembre. Ce qui est sans aucun doute, le meilleur de ce que nous pouvions en attendre. Cependant, il ne faudrait pas que le 7 septembre, qui doit être très très fort, soit une simple répétition du 24 juin. Il faut en faire une véritable étape dans la construction de la grève générale et d'un affrontement contre ce gouvernement déterminé mais affaibli, pour obtenir le retrait du projet de loi. Alors c'est vrai que rien n'est gagné d'avance, mais rien n'est perdu non plus.

Sandra Demarcq

WOERTH

SUITE DE LA PAGE 1

Ainsi, l'on n'a pas hésité à faire appel aux « grandes consciences morales ». Dans une tribune publiée par *le Monde*, Simone Veil et Michel Rocard viennent au secours de la classe politique et se lamentent : « Mesure-t-on bien les effets dévastateurs du spectacle affligeant qui se donne jour après jour devant l'opinion autour de 'l'affaire Bettencourt' ? » Alors, il faut le redire : ce qui alimente le « populisme », le « rejet de la politique » – voire le vote FN – ce n'est pas la dénonciation des scandales... mais les scandales eux-mêmes !

Et le scandale, c'est Éric Woerth, ex-ministre du Budget et trésorier de l'UMP, qui organise en Suisse des soirées de collecte de fonds auprès de contribuables particulièrement fortunés, adeptes de la fraude fiscale... contre laquelle le même Woerth fait mine, ensuite, de mener bataille. Le scandale, c'est l'embauche, par Liliane Bettencourt, de Florence Woerth (13000 euros mensuels, plus une prime de fin d'année de 50000 euros) quand son mari est à la tête d'une administration qui, bouclier fiscal oblige, verse à l'employeur de sa femme un chèque de « remboursement » de 30 millions d'euros. Le scandale, c'est que la « troisième fortune de France » peut frauder le fisc sans risques puisque, contrairement aux affirmations d'Éric Woerth et de ses supporters, elle n'a fait l'objet d'aucun contrôle fiscal depuis 1995 ! Le scandale, c'est – si l'on comprend bien... – que le couple Bettencourt était fort généreux, distribuant des enveloppes à de nombreux politiciens (de droite). Il se dit même que Balladur et Sarkozy figuraient parmi les bénéficiaires attirés... Mais il est vrai qu'à voir le zèle du pouvoir politique à protéger leur fortune, il s'agit moins de générosité que de fructueux placements... Et le scandale des scandales est que tout ce joli monde nous vante les vertus de la rigueur et des sacrifices !

Pour Sarkozy et ses communicants, la cause est entendue : si Éric Woerth est au centre de la tourmente, c'est parce qu'il « porte la réforme des retraites ». Ainsi, donc, l'affaire « Bettencourt-Woerth » ne serait qu'un complot politico-médiatique destiné à entraver les courageuses réformes du gouvernement ! C'est là, bien sûr, un artifice, un rideau de fumée destiné à masquer ce qui peut encore l'être. Mais il y a bien un rapport. Qu'il défende avec acharnement les intérêts privés d'une contribuable très fortunée ou bien que, via la « réforme des retraites », il cherche à faire payer la crise aux couches populaires, le job et la vocation d'Éric Woerth sont bien toujours les mêmes : défendre les intérêts de la grande bourgeoisie capitaliste. Alors, oui : amplement justifiée du simple point de vue éthique, la démission d'Éric Woerth serait aussi un formidable encouragement aux mobilisations en défense des retraites.

Et un, et deux... et trois ministres...

Woerth démission !

François Coustal

et aussi

À LOUVIERS, UN WOERTH AU PETIT PIED. Le maire de Louviers, Franck Martin, a fait adopter le reversement des 1425 euros excédant le plafond autorisé d'indemnités (8000 euros) à une adjointe : sa compagne. Ce cumulard est aussi, entre autres, président de l'agglo, conseiller régional, président du PRG 27. Alors que les impôts ont augmenté de 13,5% en deux ans, que 125 emplois sont menacés chez Rubson, la population n'apprécie pas. Malgré cela, 21 conseillers béni-oui-oui ont voté pour. Trois absents n'ont pas donné de pouvoir. Les trois élus PS-PCF se sont prononcés contre, ainsi que l'UMP. L'intervention de notre élue NPA a marqué : « Vous gagnez déjà 8004 euros par mois, ce qui est largement au-dessus du salaire moyen. Au nom de quoi un élu devrait-il gagner beaucoup plus que la plupart des gens ? Au NPA, nous pensons qu'un élu n'a pas à toucher plus de 2200 euros net par mois. Mais puisque vous dépassez ce plafond élevé, reversez donc cette indemnité au budget communal pour rétablir dans une maternelle un des demi-postes d'Atsem que vous avez supprimés ! »

LUNDI AU SOLEIL. Dans l'Orne, à l'initiative du NPA, s'est créé un comité unitaire de défense des retraites, avec Attac, AC!, M'PEP, Collectif droits des femmes, Confédération paysanne, Solidaires, FSU, AL, PCF, PG et NPA, rejoint depuis deux semaines par le PS. Après une réunion à Alençon animée par Willy Pelletier, et des réunions publiques dans trois villes du département, le comité départemental avait décidé de participer aux « lundis au soleil ». Lundi 28 juin, une quarantaine de militantEs se sont rendus devant Axa pour dénoncer la mainmise des banques et des assureurs privés sur les retraites. Munis de sifflets, de casseroles et de bouteilles remplies de capsules, ils scandaient « La retraite aux salariés, pas aux assurances privées ! » Devant AXA, une banderole a été déployée, les slogans et revendications inscrits en rouge, dont : « Retraites privées = privés de retraites ». Un rendez-vous a été donné en septembre pour d'autres lundis au soleil. L'initiative a été très bien couverte par la presse et les radios locales qui ont pointé la forte présence du NPA.

INTOX. À la une du *Figaro* du 2 juillet « 88% des Français partisans de la rigueur ». Le NPA serait-il complètement à côté de la plaque ? Les Français sont-ils prêts à payer la crise des capitalistes ? Mais comme il ne faut jamais s'en tenir au titre, on apprend en page 3 que les questions posées par OpinionWay concernaient les dépenses de fonction des ministres, les déplacements des fonctionnaires (plutôt hauts) en avion, le nombre de collaborateurs des cabinets ministériels, celui de voitures de service et la suppression de la garden-party du 14 juillet à l'Élysée. Pour tout cela les réponses sont favorables aux économies (entre 90 et 98%). La dernière question concernait le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Et là, ô surprise, ils ne sont plus que 46% à être favorables... la prochaine fois, il ne faudra pas oublier de demander si les Français sont d'accord pour la suppression de 17000 nouveaux postes d'enseignants. Mais ça ne fera sûrement pas la une du *Figaro*...



ENSEIGNEMENT BANQUEROUTE DE LA CAGNOTTE

LE 30 JUIN, le ministre de la Jeunesse et des Solidarités actives, Marc Philippe Daubresse, a mis fin au dispositif de la cagnotte pour lutter contre l'absentéisme. Cette expérimentation initiée en octobre 2009 dans trois lycées professionnels de l'académie de Créteil utilisait le principe bien connu du capitalisme marchand, celui de la « carotte » financière. Bilan de l'opération : la cagnotte a disparu comme elle est venue, sans aucune consultation ni information donnée aux enseignants, aux parents et aux élèves.

Au lycée professionnel Alfred-Costes de Bobigny, un des trois établissements pilotes, il n'y a plus d'élèves pour réagir à cette nouvelle. Déjà au mois de février, après une certaine médiatisation contre ce dispositif (*Libération*, *Le Monde de l'éducation...*), le projet initial consistant à obtenir le financement du code de la route avait été remplacé par un voyage culturel. Projet pédagogique choisi par le rectorat et les équipes enseignantes concernées, pour mieux faire passer la pilule vis-à-vis du corps enseignant et de l'opinion publique en général. Mais, la nouvelle avait démobilisé la majorité des élèves qui, bien que sceptiques, voyaient dans l'acquisition du permis de conduire, un aspect positif pour leur avenir professionnel.

Aujourd'hui, le bilan est plus que négatif. Aucun chiffre n'a été communiqué par le rectorat aux équipes éducatives prétextant un manque de lisibilité sur le nombre trop faible de classes retenues pour l'expérience (six au total). Dans les deux classes concernées d'Alfred-Costes, le taux d'absentéisme a augmenté du fait du manque de personnels de vie scolaire et les élèves ont compris que le gouvernement s'était encore moqué d'eux, que ses annonces sur la revalorisation de la voie professionnelle n'était qu'un leurre.

Cela prouve toutefois qu'on ne peut pas monnayer le savoir et que l'assiduité des élèves, précisément en lycée professionnel où ils sont majoritairement en échec scolaire car mal orientés, ne peut passer ni par la « carotte » ni par le « bâton ». Les élèves ne sont pas dupes. Ceux que la presse nomme aujourd'hui les « petits caïds » n'attendent qu'une seule chose : trouver un emploi. Or, le marché du travail et les conditions dans lesquelles ils ont effectué leur parcours scolaire sont délétères comme le soulignent chaque année les milliers de postes supprimés.

Il y a plus d'un siècle, les enseignants avaient construit un rapport de forces qui leur permettait de proposer de nouvelles méthodes d'enseignement pour pallier les inégalités socio-économiques. Aujourd'hui, le gouvernement impose au coup par coup des dispositifs piochés dans des ouvrages de management et favorisés par l'autonomie de plus en plus grande des établissements scolaires. Ainsi, le 29 juin, une proposition de loi de l'UMP, facilitant la suppression des allocations familiales en cas d'absences répétées d'un élève, a été adoptée. Il est urgent que les équipes éducatives dépassent le cadre de leur établissement pour reconstruire le rapport de forces permettant de sauver l'enseignement public!

Martha Jane



Istres, dix-huit ouvriers agricoles marocains exercent leur droit de retrait contre un patron tyrannique. (VG)

TRAVAILLEURS SAISONNIERS DANS L'ENFER DES CONTRATS OMI

L'esclavage légalisé... Voilà ce que les contrats OMI (Office des migrations internationales) permettent chaque jour en France. Dans les Bouches-du-Rhône, à Istres, dix-huit ouvriers saisonniers marocains ont décidé de mettre fin à un calvaire qui dure pour eux depuis cinq ans, dans l'indifférence générale.

Lentressen, Mas de la Melonnière, jeudi 24 juin. Il est 19 heures, les dix-huit ouvriers marocains de l'exploitation terminent leur travail. Deux d'entre eux sont partis chez un médecin. À leur retour, l'employeur explose! Après les avoir insultés, il s'attaque plus particulièrement à l'un d'eux : gifles, étranglement, jets de vaisselle au visage, sa colère semble sans limites. Mais ce jour-là, les salariés décident collectivement de dire stop. Dès le lendemain matin, ils font constater les blessures à l'hôpital, portent plainte et prennent contact avec un syndicat. Dans l'après-midi, représentants syndicaux et salariés se rendent sur l'exploitation pour dialoguer avec le paysan... Face à eux, une quinzaine d'hommes (tous exploitants agricoles des environs) sont armés de masses, de bâtons. Après quelques insultes, ils chargent, blessant deux ouvriers à la tête avec de grosses pierres, ainsi que le représentant régional de la

CGT agricole. La police est prévenue. Les blessés gisent à terre, mais la force publique ne se presse pas : « il n'y a pas mort d'homme » déclarent-ils aux personnes présentes... Mis en sécurité et exerçant leur droit de retrait, les saisonniers commencent à parler...

« Dans ta chambre! », c'est ainsi que pendant des années, l'exploitant punit ceux qu'il nomme son « troupeau ». Toutes les excuses sont bonnes : « celui qui ne me prévient pas la veille qu'il sera malade le lendemain sera puni quinze jours dans sa chambre! », « Tu fumes une cigarette? Tu as trop d'argent, dans ta chambre », ou encore « Tu me regardes dans les yeux? Dans ta chambre »...

Chaque jour de punition est déduit du salaire mensuel. Les ouvriers ont six mois pour gagner de quoi faire vivre leur famille tout le restant de l'année et travaillent d'arrache-pied. Pour près de 300 heures effectuées dans les champs, seules 110 à 130 sont comptabilisées et payées. Chaque année, un ou plusieurs ouvriers sont battus et

les humiliations constantes. Et le pire est à craindre : tous racontent comment le « patron » traite chimiquement les arbres pendant qu'ils travaillent sans aucune protection. Et le patron détient une arme absolue : le contrat de l'année suivante! La loi française permet en effet aux exploitants agricoles des Bouches-du-Rhône de recruter les contrats OMI nominativement. Ceux qui tentent de faire respecter leurs droits ne reviennent jamais. Tous les saisonniers immigrés le savent et se taisent.

Les exploitants français disposent ainsi d'une main-d'œuvre efficace, sous payée, disponible car logée sur place, et recrutée en fonction de sa résistance physique. Soumis et dépendants de par la nature même du contrat, les « OMI » sont devenus des « permanents à temps partiel ». Chaque année, ils viennent donc pendant six mois, en toute légalité, ramasser pêches, cerises et abricots. Ils disposent d'un titre de séjour qui n'est valable qu'avec leur

contrat de travail. Pieds et poings liés, les salariés OMI baissent la tête et espèrent que l'année suivante, les heures supplémentaires seront payées, comme le « patron » le promet chaque année. L'utilisation d'une main-d'œuvre étrangère est habituelle dans le sud de la France, car elle permet de réduire les coûts de production et de rester concurrentiel sur le marché international. Aujourd'hui, les dix-huit ouvriers de la Melonnière sont en « conciliation » à la direction du travail et exercent toujours leur droit de retrait, craignant que les patrons ne reviennent armés pour les punir. La préfecture a été saisie. Pourtant, depuis le 24 juin, c'est la solidarité qui permet à ces hommes d'être logés et nourris... Un système féodal, pour engendrer un peu plus de bénéfices. L'attitude des agriculteurs démontrent leur sentiment d'impunité vis-à-vis de ces hommes qu'ils traitent moins bien que leur bétail.

Véronique Granier

et aussi

GRÈVE TOTALE AU CID DE GSK À ÉVREUX. Depuis le 29 juin, tous les salariés du site du CID de GSK (plateforme logistique de distribution de médicaments) sont en grève illimitée. Cette grève, partie des salariés eux-mêmes, est motivée par l'urgence d'établir un rapport de forces lors de la négociation du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui débute le 6 juillet et sera finalisé le 12. Le mouvement est soutenu par la CFDT et la CGT. Les poids lourds sont bloqués par des barrages de palettes sauf pour les urgences. Un piquet permanent de grévistes est organisé devant les portes avec banderole, panneaux, drapeaux et Barnum installé par la mairie d'Évreux. La direction a prévu de fermer le site début 2011 avec 144 licenciements alors qu'elle reconnaît la qualité d'expertise de ses salariés. GSK a décidé d'externaliser le CID, dès 2011, à Vatry, dans la Marne, à la Ceva, une société américaine en déficit après la perte de 50% de ses marchés en Allemagne et en Hollande. 21 postes viennent d'y être supprimés... D'ici 2011, la majeure partie du stock

du CID sera sous-traitée par Pharmalog à Val-de-Reuil, entreprise qui ne dispose pas de chambre froide pour les médicaments. La solidarité s'organise sur le piquet de grève : distribution de tracts à la population, collecte financière et intervention auprès du maire d'Évreux pour aider les grévistes.

CLINIQUE DE LA CÔTE D'OPALE : LE BRAS DE FER. Le 30 juin, dès 7h30 devant la clinique de la Côte d'opale à Saint-Martin-Boulogne, les salariés sont rassemblés et se font entendre. C'est leur 6^e jour de grève avec 80% de grévistes chez les personnels soignants. La clinique est fermée. Le 1^{er} jour, la direction a réquisitionné des salariés grévistes par huissier sur le parking même de la clinique alors que cette pratique est illégale. Les salariés ont entamé cette lutte pour leur salaire et leur conditions de travail : une femme de ménage ou un veilleur de nuit après 35 ans de service ne gagnent que 1000 euros. Un aide soignant après quinze ans de service et

avec deux dimanche travaillés par mois, 1 100 euros. Un brancardier après dix-huit ans de service, 1 000 euros. Un aide soignant après 35 ans de service de nuit, 1 500 euros. Les salariés expriment aussi leur ras-le-bol devant le mépris de leur directeur. Les conditions de travail sont déplorables, d'autant plus que le manque d'effectif est criant. La direction affirme évidemment ne pas pouvoir satisfaire leurs revendications malgré le train de vie somptuaire du directeur. Elle joue sur le pourrissement du conflit, payant même les salariés non-grévistes avec une prime supplémentaire. Lors d'une énième réunion, les salariés ne se sont vu proposer que 0,5% d'augmentation (5 euros par mois pour la majorité) : la grève a été reconduite. Les salariés ne sont pas près de lâcher et espèrent même que la deuxième clinique du groupe, celle des Deux Caps à Calais, va elle aussi embrayer. La lutte continue et une caisse de soutien a été créée : Syndicat CMCO-CGT, Caisse de lutte, 31 rue Georges Brassens, 62280 Saint-Martin-Boulogne.



et aussi

LE FIASCO DU GRENELLE 2. Qu'il est loin le temps où Nicolas Sarkozy et Jean-Louis Borloo pouvaient parader en présentant le Grenelle de l'environnement comme la panacée en matière de politique écologique. Quelques mois ont suffi pour vider de tout contenu un projet déjà peu ambitieux à l'origine. Pour résumer, la loi Grenelle 2 permet aux décideurs de déroger à toutes contraintes environnementales. Un exemple parmi d'autres : le gouvernement s'engage dans la création de trames vertes (sur terre) et bleues (en mer) afin de préserver certains espaces et protéger la biodiversité. Mais les infrastructures routières et ferrées pourront ne pas être compatibles avec ces trames, et devront seulement les « prendre en compte ». PS, PCF, Verts ont voté contre, après avoir accepté la loi Grenelle 1. En l'absence de mobilisations sociales et environnementales, laisser faire les élus UMP et les lobbyistes industriels ne pouvait qu'aboutir à un tel résultat. Mais la crise économique et sociale ne doit pas nous faire oublier que la crise écologique demeure et s'accroît, et que nos réponses anticapitalistes ne peuvent dissocier contextes social et environnemental.

VICTOIRE POUR CHRISTIAN AGON. Le 1^{er} juillet, la cour d'appel de Paris a déclaré abusif le licenciement de Christian Agon et a ordonné sa réintégration immédiate par IBM. Pour la CGT, il s'agit d'une victoire magistrale sur les méthodes de « management » prédateur et la répression antisyndicale. C'est un large succès pour l'exercice du droit syndical, pour la liberté d'expression dans le monde du travail. Christian Agon, ingénieur commercial et militant syndical chez IBM, avait été licencié, le 17 novembre 2009. L'entreprise n'avait pas supporté qu'il se présente aux élections professionnelles sur les listes CGT. Dénonçant publiquement la charge de travail et la politique de baisse de rémunération des ingénieurs, cadres et techniciens d'IBM, il était devenu la bête à abattre pour la direction. Mise au placard, suppression de poste, harcèlement permanent ne l'ayant pas découragé, la direction a monté de toutes pièces un dossier de refus de travail. La décision de la cour d'appel est une bonne nouvelle pour tous ceux qui n'acceptent pas de se soumettre.

PETITS HÔPITAUX MENACÉS. Le gouvernement prévoit de fermer 54 services publics de chirurgie et de maternité dont l'activité est jugée insuffisante (moins de 1500 actes par an). Il se situe pour la plupart dans des petites villes. Cette détérioration des services de soin touchera une population déjà particulièrement lésée dans des régions où les services publics sont depuis longtemps attaqués et où les transports publics vers les grandes métropoles sont défectueux, voire inexistantes. Le président de la fédération hospitalière de France, par ailleurs vice-président du groupe parlementaire UMP, invoque la sécurité des soins qui ne pourrait être assurée dans les petits hôpitaux. Mais on constate que dans les grandes villes, les hôpitaux souffrent également des restrictions et que leurs services d'urgence y sont saturés. Cet argument sert de paravent à une politique qui cherche avant tout à faire des économies dans les services de santé et à privilégier les établissements privés comme le permet la loi Bachelot.



Marseille, le 8 mars 2010. Manifestation pour les droits des femmes. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MB)

À L'ATTAQUE !

LE gouvernement a trouvé un nouveau cheval de bataille : ramener le déficit public à 6%. D'une main, il fait cadeaux sur cadeaux aux patrons et aux entreprises (sans oublier de se servir en monnaie, en appartement ou en cigares au passage) et le déficit est creusé d'une main de maître : TVA réduite aux restaurateurs, droits de mutation des entreprises allégés, taxe professionnelle supprimée, défiscalisation à tous les étages et baisse des cotisations patronales, judicieusement appelées « charges »...

De l'autre, il reprend les acquis sociaux en expliquant que nous n'avons plus les moyens d'avoir des instituteurs dans les écoles maternelles pour accueillir les enfants de 2 ans, plus les moyens d'avoir des services de chirurgie qui ne réalisent pas 1500 opérations par an, plus les moyens d'augmenter l'allocation misérable aux adultes handicapés : pensez-vous, ma bonne dame, 696 euros par mois ! On ne saurait augmenter encore un revenu aussi scandaleusement élevé !

Et les voilà partis en guerre à grands coups de hache : sabrons l'allocation logement des étudiants, qu'ils dorment dans la rue... supprimons 200 000 fonctionnaires, à l'école publique, à l'hôpital public, dans les maisons de retraites et les crèches, les centres de santé et tous les services publics.

Et pendant ce temps-là, nous payons aux banques les intérêts gras et gros de la dette publique ! Et c'est reparti pour un tour, tout est bon à broyer, et même le plus ridicule : le gouvernement vient de reprendre un des deux postes d'enseignants mis à disposition des mouvements pédagogiques, le Groupe français d'éducation nouvelle (GFEN) et le Cercle de recherche et d'action pédagogiques (Crap), économie dérisoire, mais qui ruine les efforts de ces petites associations. Et il gèle les salaires des fonctionnaires, tout en augmentant les cotisations de retraite, sans perdre espoir de faire baisser considérablement les pensions. Et il enlève la demi-part aux parents des étudiants, sous peine de perdre l'allocation logement, ce qui va pénaliser tous les enfants dont les parents n'habitent pas dans une ville universitaire : 700 000 familles touchées de plein fouet. Mais rassurons-nous ! Le remboursement par l'impôt de l'emploi des salariés à domicile n'est qu'effleuré. Ceux qui disposent de bonnes, maîtres d'hôtels, capitaines de navire, sommeliers à leur service ne seront heureusement pas pénalisés par ces mesures... On respire !

Il est temps de mesurer à quel point la bataille est une guerre contre nous tous, et qu'elle n'aura pas de fin sauf si nous l'imposons.

Mais comment faire sans créer un grand mouvement unitaire, qui fasse vent contraire ?

Le ministre du Budget explique que ces mesures sont nécessaires, que l'objectif est intangible et absolu et que sans cela, il est illusoire de redresser les finances publiques. Et ces paroles sont reprises et assénées par toutes les radios, toutes les télé. À nous de scander d'autres réponses : pour redresser les finances, cessons de faire des cadeaux aux plus riches, cessons de verser des subventions, d'alléger les impôts des entreprises, cessons de les regarder se goinfrer sans réagir. Reprenons le mot d'ordre des désobéisseurs de l'Éducation nationale :

Nous ne sommes pas des veaux, cessons de ruminer, agissons !

Véronique Decker

**VIOLENCES FAITES AUX FEMMES
UNE LOI VIDÉE DE SON SENS**

Les violences faites aux femmes, quoi que officiellement condamnées, rencontrent une grande tolérance sociale. L'adoption de cette loi, vidée de tout contenu, en est une illustration.

A l'origine de cette loi, il y a le projet de loi-cadre contre les violences faites aux femmes, proposée par le Collectif national droits des femmes (CNDF). À la suite d'un dépôt de signatures de la pétition « pour que la loi-cadre contre les violences aux femmes soit inscrite à l'ordre du jour des assemblées parlementaires », le 25 novembre 2008, au Parlement, une mission d'évaluation du bien-fondé d'une telle loi à été mise en place. Après six mois de travail, celle-ci a rendu un rapport qui a alimenté la loi contre les violences intrafamiliales. Il ne mentionnait qu'une seule fois le principe de domination masculine, ce qui augurait mal de la façon dont les violences contre les femmes sont perçues par les parlementaires : un accident individuel sans référence au patriarcat, niant ainsi le contrôle social sur les femmes. Malgré ce manque

majeur, la mission formulait 70 propositions concrètes sur la prévention, l'accès au droit, la protection et le suivi des victimes, ainsi que la prise en charge des auteurs de violences. La volonté de compléter et de mieux appliquer l'arsenal juridique existant, de systématiser la coordination des professionnels (justice, travail social, personnel médical) et leur formation sur ce sujet, et surtout le financement de ces mesures et le maintien de services publics que le gouvernement supprime. Ces propositions ont été en partie évacuées lors de la rédaction de la loi et lors du passage à l'Assemblée. Ainsi seules les femmes victimes de violences conjugales bénéficieront de l'ordonnance de protection. Les victimes de la traite des humains, d'exploitation ou d'esclavage moderne en seront écartées. L'ordonnance de protection émise par le juge aura une durée maximale de quatre mois,

alors que les procédures de divorce sont beaucoup plus longues. Son renouvellement ne peut se faire que si une requête en divorce est déposée et il n'est pas indiqué jusqu'à quand elle sera maintenue. La définition de l'autorité parentale et de l'intérêt de l'enfant sont également supprimés. La médiation est maintenue. Les femmes d'origine étrangère doivent être mariées avec un Français ou un régularisé pour bénéficier de la loi, mais le texte n'est pas applicable aux ressortissantes algériennes, qui font l'objet de mesures particulières en matière de droit au séjour. Les mariages forcés constituent une circonstance aggravante des violences mais le type de contraintes (physiques-psychologiques) exercé n'est pas défini. En cas de mariage forcé sur un territoire étranger, le rapatriement par les autorités consulaires ne concerne que les mineures titulaires de papiers.

La création du délit de violences psychologiques, calqué sur le harcèlement au travail, reste vague et difficile à mettre en application. Reste la mesure phare du gouvernement : le bracelet électronique. Trois parquets en seront dotés pour expérimentation, avec 150 bracelets pour tout le territoire, et avec pour projet de développer cette mesure sur trois ans... Le titre de la loi change : anciennement, « loi renforçant la protection des victimes et la prévention des violences faites aux femmes », il devient, « loi relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants ». Cette loi vidée de tout contenu et de moyens, doit retourner au Sénat en dernière lecture. Attendons de voir comment elle sera enterrée.

Alexandra Kleber

RÉSEAU ÉDUQUÉ FRONTIÈRES

RESF: UN OBJET POLITIQUE INDISPENSABLE

Le Réseau éducation sans frontières (RESF) vient de souffler sa sixième bougie. Il est né à la Bourse du travail de Paris le 26 juin 2004, lors d'une réunion rassemblant une centaine de militants syndicalistes, enseignants, parents d'élèves, antiracistes et collectifs de sans-papiers. Ce n'est pas une association antiraciste de plus. Ce n'est pas non plus un simple cartel d'organisations, pas plus qu'un super-collectif anti-expulsions.

Cet objet politique non identifié est avant tout un «réseau», c'est-à-dire un mouvement mettant en relation militants syndicaux (CGT, FSU, Solidaires notamment), associatifs (parents d'élèves FCPE, LDH, Cimade, Gisti, Mrap, etc.) et simples citoyens. En tout, plus de 200 organisations de toutes tailles le composent. Soutenu dès sa création par la gauche de gauche, il a été rejoint plus récemment par le PS. Impossible de quantifier les militants du réseau: tout militant syndical ou associatif, tout enseignant ou parent d'élève, tout habitant du quartier concerné est potentiellement membre du réseau.

L'appel fondateur est né d'un pari: les communautés scolaires n'allaient pas laisser se déployer sans réagir la persécution des élèves sans papiers et de leurs familles. Les fondateurs l'avaient expérimenté dans des collectifs locaux précurseurs de ce qu'allait devenir le RESF: collectif de défense des élèves étrangers de l'académie de Créteil, collectif du lycée de Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine)... Peu de temps après, le pari fondateur du réseau était largement tenu.

Le RESF a rapidement prouvé son efficacité. La surenchère des lois répressives l'a rendu indispensable et a paradoxalement contribué à son extension. Extension numérique, tout d'abord, résultat direct de la politique du chiffre: entre 2002 et 2006, le nombre annuel de reconduites à la frontière est passé de 12000 à 24000. En 2007, pour 25000 expulsions, un objectif de 125000 interpellations était fixé. Puis 26000 en 2008 et 30000 aujourd'hui. Autant de drames humains qui ne pouvaient épargner les écoles et les quartiers. Extension du «domaine de la lutte», ensuite: fondé initialement sur la thématique des lycéens sans papiers, le RESF s'est rapidement attaqué à la question des parents d'élèves sans papiers, qui est devenue son principal domaine d'action. Extension géographique enfin, puisqu'il s'est étendu dans tous les départements de France, dans les outre-mers, notamment en Guyane, voire au Maroc et en Belgique.

Si le RESF est devenu une référence, c'est par sa capacité à imposer des reculs au pouvoir. En octobre 2005, le ministre de l'Intérieur Sarkozy, qui jouait les matamores en vue des présidentielles, avait dû éditer une circulaire dans laquelle il recommandait de repousser l'expulsion des parents d'élèves à la fin de l'année scolaire. Lorsque le RESF a saisi la balle au bond en faisant de ce premier recul une menace «d'ouverture de la chasse à l'enfant» à partir de juillet 2006, Sarkozy a reculé une deuxième fois avec une circulaire de régularisation exceptionnelle de parents d'élèves. Il a voulu limiter le nombre de parents régularisés à 6000, mais en réalité beaucoup plus ont accédé à un titre de séjour. Au même moment, l'évacuation du squat de Cachan, que Sarkozy a cherché à instrumentaliser pour montrer du muscle, a suscité une forte mobilisation, à laquelle le RESF a fortement contribué, et qui l'a contraint à un nouveau recul.

Pour autant, le RESF ne prétend pas se substituer au mouvement des sans-papiers et aux collectifs d'auto-organisation des principaux intéressés. Si son action est centrée sur les sans-papiers régularisés et leur famille, c'est pour ouvrir une brèche dans le dispositif de «l'immigration choisie». Les enseignants et les parents d'élèves qui se mobilisent, qui parfois se mettent en travers des fourgons de police, comme devant l'école Rampal (Paris 19^e), ou qui se précipitent dans les aéroports pour informer les passagers et l'équipage d'un avion, ne sont pas au départ des habitués des manifestations de sans-

papiers. Ils découvrent la réalité des politiques anti-immigrés et expérimentent une action collective de solidarité souvent pour la première fois. La force du réseau, c'est d'avoir contribué à modifier le regard porté sur les sans-papiers et d'avoir fait reculer les fantasmes sur le «clandestin». Le sans-papiers, ce peut être cet élève que rien a priori ne distingue de son voisin de pupitre, ou le parent qui vient chercher son enfant à la sortie de l'école, participe à la fête de fin d'année ou à l'organisation d'une fête d'anniversaire.

C'est d'ailleurs pourquoi l'exemple du RESF a été invoqué pour d'autres expériences de lutte. Un peu sur le même modèle, mais dans des conditions plus difficiles, un petit frère est né: le Réseau université sans frontières (RUSF), pour les étudiants sans papiers. Plus récemment, avec l'aide de la Cimade, s'est créé Les Amoureux au ban public pour venir en aide aux couples mixtes traqués par l'obsession des prétendus «mariages blancs». Aujourd'hui, les grèves de travailleurs sans papiers, dont le premier acte a été lancé par la CGT et Droits Devant!! en 2008, ont regroupé pour son deuxième acte, onze organisations syndicales et associatives dont... le RESF. Là encore, le but est de modifier le regard de la société en montrant que les travailleurs sans papiers contribuent à la création de richesses et que leur travail est indispensable dans bien des secteurs: «On bosse ici, on vit ici, on reste ici». Le RESF, comme ces autres expériences auxquelles il participe, lutte contre les représentations racistes. Le sans-papiers, qu'il soit lycéen, parent d'élève, voisin, travailleur, c'est l'autre nous-mêmes.

En recherchant systématiquement l'unité contre le gouvernement, le RESF dérange. Il a cherché une sortie «par le haut» de la crise résultant de l'occupation de la Bourse du travail par la coordination parisienne des collectifs et de son évacuation par la CGT. Il est pleinement engagé dans la solidarité concrète avec les travailleurs sans papiers en grève, et a en même temps soutenu les marcheurs sans papiers de la rue Baudelique vers le sommet de la Françafrique à Nice. C'est peut-être aussi ce souci de l'unité qui le met en ligne de mire du gouvernement. On se souvient des discours haineux de Frédéric Lefebvre après l'incendie du centre de rétention administrative de Vincennes, demandant l'interdiction du réseau. Weiss, dirigeant des «jeunes» de l'UMP, affirmait même que le réseau était une «organisation quasiterroriste». Le gouvernement incite les préfets à traîner devant les tribunaux les citoyens qui expriment leur rejet des rafles et de l'enfermement des enfants, comme ce fut le cas pour les six de Pau. Le pouvoir se sent «outragé», comme si le mot rafle n'avait pas préexisté à celle du Vel-d'Hiv. Laissons la droite se couvrir de ridicule et participons activement aux initiatives du RESF.

Infos, communiqués, pétitions sur:
www.educationsansfrontieres.org



FEMME BATTUE: EXPULSION

«À chaque femme martyrisée dans le monde, je veux que la France offre sa protection en lui donnant la possibilité de devenir Française.»

Nicolas Sarkozy, meeting de Bercy, 29 avril 2007

HISTOIRE DE NAJLAE LHIMER, 19 ANS

À 14 ans, elle fuit le Maroc pour échapper à un mariage organisé par son père. Elle est alors régulièrement battue par son frère. Le 18 février, ce dernier trouve un mégot de cigarette dans la chambre de Najlae. Il la roue de coups «avec un tube de rateur et un fer à lisser». Le jour même, elle dépose une plainte courante au commissariat de Montargis (Loiret). Le lendemain, elle porte plainte à la gendarmerie de Château-Renard, tout en présentant un certificat médical attestant une incapacité de travail de huit jours. Mais les gendarmes s'intéressent uniquement à sa situation irrégulière. Najlae est placée en garde à vue et expulsée sans délai, le samedi 20 février dans la matinée, au mépris de toute procédure légale.

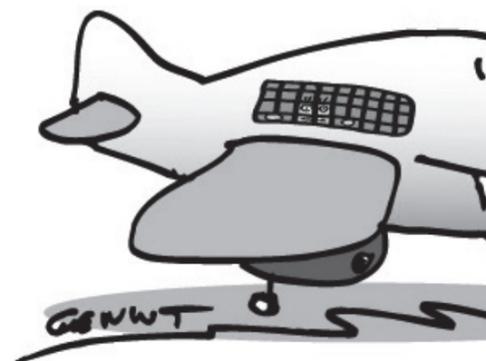
Arrivée au Maroc, Najlae est soutenue par des militants du RESF. Elle ne veut pas retourner dans sa famille. Cette expulsion a suscité la mobilisation des lycéens, parents d'élèves, voire avec le RESF. Au Parlement, la ministre Morano ment et prétend que Najlae n'est pas lycéenne. La médiatisation de cette affaire

GUILHERME, SIX MOIS

En 2009, la préfecture de Lyon refuse de délivrer un titre de séjour à Guilherme Hauka Azanga. En janvier 2010, il est expulsé de son domicile mais refuse d'être expulsé. Il ne veut pas laisser ses enfants. Il est alors condamné à deux mois de prison pour défaut d'embarquement. Le 18 mars, il sort pour être embarqué dans un avion pour l'Angola via Francfort. À Francfort, le pilote refuse de partir avec un passager sous contrainte. Guilherme est rapatrié en France par la police et enfermé en centre de rétention.

Le 20 mars, le juge des libertés le libère: il retrouve Flores et ses enfants. Mais le 23 mars, la préfecture fait appel: la décision est cassée. Le jugement est rendu en l'absence de Guilherme, informé de l'audience.

Le 25 mars, grand déploiement de police, qui casse la porte de Guilherme et l'embarque. Il est à nouveau placé en rétention. Une demande d'asile, déposée le 31 mars, est rejetée. Il est à nouveau expulsé à tout moment. Le 16 juin, la cour administrative d'appel de Lyon rejette sa requête en annulation d'expulsion. Guilherme a épuisé tous les recours sans obtenir le statut de réfugié. Dans sa décision, rendue le 16 juin, la cour a estimé que «ne vivait pas avec sa compagne et leurs enfants», qu'il n'était «justifié de sa participation à leur entretien et à leur éducation» et qu'il n'a pas démontré «la réalité de la persécution alléguée» de son épouse angolaise.



iments

EDUCATION SANS FRONTIÈRES

ULSÉE!

ue la évenir l'approche des élections régionales oblige Sarkozy à déclarer le 8 mars (100^e anniversaire de la journée des femmes) qu'il est « prêt à l'accueillir en France si elle le souhaite ». En autorisant le retour de Najlae, il inflige un camouflet public au préfet Fragneau et aux ministres Besson et Morano. Le préfet en a tiré les conséquences en démissionnant. Pas les ministres. Samedi 13 mars, lors d'une cérémonie d'accueil en musique organisée par RESF, Najlae est triomphalement accueillie à Orly par nombre de militants et jeunes de son lycée.



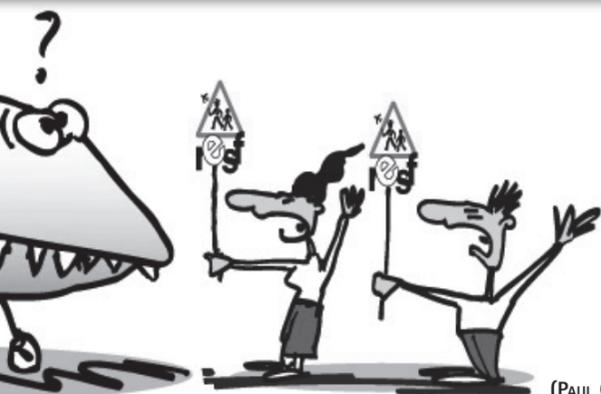
(WWW.EDUCATIONSANSFRONTIERES.ORG/ARTICLE26792.HTML)

D'ACHARNEMENT

Guilherme ne doit pas tomber dans l'oubli! Cet été, écrivez ces mots au dos d'une carte postale: «Monsieur le président de la République, je suis en vacances, mais je n'oublie pas Guilherme, et je demande sa régularisation! (nom + adresse + signature)» Envoyez votre carte à: FCPE, école Gilbert Dru, 1, rue Saint-Michel, 69007 Lyon. Chaque semaine, nous enverrons les cartes à l'Élysée. Le blog pour Guilherme: www.gmain.fr



(WWW.EDUCATIONSANSFRONTIERES.ORG/ARTICLE28000.HTML)



(PAUL GENDROT, MILITANT DU RESF)

CONCERT DE SOUTIEN

En soutien aux jeunes, aux familles et aux travailleurs sans papiers, un concert est organisé le 18 septembre à Bercy. Un concert de résistance à quelques jours de la présentation de la loi Besson à l'Assemblée nationale, loi qui allonge la durée de rétention, prévoit le bannissement des étrangers hors de l'espace Schengen et limite les droits des juges des libertés. Un concert de solidarité: des artistes et des organisations solidaires. Les bénéficiaires financiers seront pour les travailleurs grévistes. Un concert joyeux et métissé, à l'image de la société que nous voulons: Abd Al Malik, Cali, Jacques Higelin, Oxmo Puccino, Jeanne Cheral, Soan, et bien d'autres!

Avec les artistes, syndicats et organisations s'engagent: RESF, LDH, Cimade, AutreMonde, CFDT, FSU, CGT, Solidaires, UNSA. Signez et faites signer l'appel par un maximum de gens, associez le plus grand nombre d'organisations à la réussite du concert, imprimez l'affiche et les flyers, diffusez-les partout dès maintenant et tout au long de l'été sur les scènes! Rendez-vous sur le site: www.rocksanspapiers.org



RÉSEAU UNIVERSITÉ SANS FRONTIÈRES

Depuis plusieurs années, des cadres collectifs pour aider les étudiants ayant des problèmes de papiers tentent de se mettre en place sur les facs.

Sur le modèle de RESF, des sections RUSF (Réseau université sans frontières) se sont montées dans plusieurs universités. Elles vivent de la participation d'organisations étudiantes mais aussi d'étudiants non organisés, solidaires, ou qui ont ou ont eu eux-mêmes des problèmes de papiers.

Les étudiants étrangers n'ont pas le droit à l'erreur, contrairement à la plupart des étudiants, car le moindre «écart» met en danger le renouvellement de leur titre de séjour. En effet, les préfectures ont pour consigne de veiller au «sérieux des études», et guettent les étudiants étrangers changeant de filière ou redoublant. Ainsi, de nombreux étudiants étrangers se retrouvent en situation irrégulière à la suite d'un refus de la préfecture de renouveler leur titre de séjour. Chaque année, des dizaines d'étudiants sont expulsés de France.

Les collectifs RUSF recensent de nombreux cas, suivent les étudiants ayant des problèmes, organisent des rassemblements, des concerts de soutien, et tentent d'empêcher les expulsions, etc. Ce réseau dénonce le fait que les universités se comportent de plus en plus comme des préfectures, que les préfectures puissent juger du «sérieux des études» alors qu'elles ne possèdent aucune compétence pédagogique. Il exige la régularisation de tous les sans-papiers et demande que la carte d'étudiant donne accès de droit à un titre de séjour.

Pour la majorité des jeunes étrangers (hors Union européenne), étudier en France relève du parcours du combattant. Ils n'ont pas les mêmes droits que les étudiants français.

Pour beaucoup, cela commence par l'obtention d'un visa étudiant, conditionné par un test de langue (alors que la plupart viennent d'anciennes colonies françaises et parlent déjà français). Ils doivent aussi posséder une somme d'argent très importante (environ 5000 euros) sur un compte bloqué.

Ils sont ensuite confrontés à la spirale infernale:

pour obtenir un titre de séjour, on leur demande une inscription en fac mais pour obtenir une inscription en fac, on leur demande un titre de séjour!

De plus, les étudiants étrangers sont la plupart du temps exclus des aides sociales et sont donc contraints de travailler pour financer leurs études encore plus que les autres étudiants, alors même que la loi ne les autorise à travailler que 21 heures par semaine. Nombre d'entre eux sont obligés de travailler au noir pour survivre.

Ils subissent la politique du gouvernement d'une immigration choisie: sélection économique à l'entrée et flicage tout au long des études pour s'assurer que ces étudiants ne «profiteront» pas de leur présence en France pour s'y installer et y travailler.

Le NPA participe aux collectifs RUSF, car la lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers passe par cette solidarité à la base.



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/CHARLIE)



GRÈCE POURSUITE DES MOBILISATIONS

Après la grève du 29 juin, le mouvement aspire à plus d'unité et de radicalité.

LES syndicats GSEE (privé) et Adedy (public) appelaient le 29 juin à une nouvelle grève générale contre les mesures de paupérisation. Désormais, les retraites sont dans le collimateur du gouvernement Pasok, avec allongements de la durée de cotisation et alignements sur les régimes les moins favorables (les mères devraient travailler quinze ans de plus...). De plus, les travailleurs du privé risquent un gel des salaires pendant trois ans et de fortes pressions pour remplacer les conventions collectives par des contrats de travail individuels! Tout cela correspond à «l'esprit» du memorandum signé par le gouvernement pour recevoir le prêt de l'Union européenne et du FMI! Exemples de l'aggravation des conditions de vie: en mai, inflation à 5,4%, début juillet, la TVA passe à 23% (19% en février) sur les vêtements, les boissons, à 11% sur la nourriture... La Grèce est presque en tête des prix européens sur les produits laitiers, le pain, les céréales et même l'huile! Cette nouvelle grève de 24 heures a donc été encore très suivie: 100% de grévistes dans les entreprises publiques, 70% dans les administrations, et un fort taux dans de nombreuses entreprises privées. Les manifs, quant à elles, restent imposantes, mais en baisse: 30 000 personnes à Athènes, 10 000 à Salonique. Mais la lassitude se fait jour, comme en témoigne un manifestant: «avec une grève tous les quinze jours, on ne gêne personne, et on ne fait que perdre un jour de salaire». Face à cette tactique bureaucratique (les directions syndicales sont à majorité Pasok), le pôle des syndicats de base et de la gauche radicale, dont la combativité a été soulignée, appelle à la grève «durable». L'un des principaux obstacles pour la construire est le manque d'auto-organisation, à laquelle appelle le regroupement anticapitaliste Antarsya.

En ce début juillet, la situation est donc contrastée: une part de défaitisme, nourri par le sentiment d'impuissance et la propagande gouvernementale, insiste sur les scandales (fraudes individuelles, mauvaises gestions) et explique que même sans le risque de banqueroute, la réforme des retraites serait indispensable. Mais en même temps, la colère croît contre le Pasok et la morgue de ses dirigeants: le ministre du Travail, Andréas Loverdos, affirme sans sourciller qu'entre banqueroute et survie, le choix a été clair et «dans ce cadre, on a dû prendre des décisions sans rapport avec nos textes programmatiques et nos principes idéologiques.» Or, ce choix est justement de plus en plus contesté par l'appareil du Pasok, qui voit sa base descendre dans la rue. En outre, le 23 juin, la tentative sectaire de grève générale du seul KKE (PC grec), à travers son courant syndical Pame, a été un gros bide. L'aspiration à l'unité et à la radicalité permettent d'espérer passer à une étape supérieure. Une nouvelle grève générale aura lieu le 8 juillet, jour du vote des mesures sur les retraites.

Andréas Sartzekis



«Un nouveau général, une vieille guerre.» (REUTERS/KEVIN LAMARQUE)

AFGHANISTAN LE BOURBIER PRÉVISIBLE

La guerre sans fin en Afghanistan provoque une crise au sein même de l'armée américaine, poussant Obama à remplacer un général trop critique envers son administration.

Le 23 juin, Obama limoge le général Stanley McChrystal, commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Fias), sous l'égide de l'Otan. Celui-ci avait donné une interview dans laquelle lui et ses soldats attaquaient l'administration américaine, notamment Obama et son vice-président Joe Biden. Ce qui est frappant dans cette interview, c'est la description qu'ils font de l'occupation de l'Afghanistan: «En juin, le nombre de soldats américains morts est passé à 1 000, et le nombre d'engins explosifs improvisés a doublé. Les dépenses de centaines de milliards de dollars dans le cinquième pays le plus pauvre de la planète n'ont pas réussi à rallier la population civile, dont l'attitude envers les troupes américaines varie de l'intense méfiance à l'hostilité ouverte.» «La plus grande opération militaire de l'année – une offensive féroce qui a com-

mencé en février pour reprendre la ville méridionale de Marjah – continue de traîner en longueur», comparable à «un ulcère qui saigne». «En juin, l'Afghanistan a officiellement dépassé le Vietnam comme la plus longue guerre de l'histoire américaine [...]. Le Président se retrouve coincé dans quelque chose d'encore plus fou qu'un bourbier [...]». Le calendrier de retrait des troupes est ainsi en train de devenir une source croissante de conflits entre Obama et l'armée. Obama a remplacé McChrystal par son supérieur immédiat, le général David Petraeus. Ce dernier est le théoricien principal de la guerre anti-insurrectionnelle, ce que McChrystal a tenté en vain de mettre en œuvre. C'est donc sans surprise que quelques jours avant sa nomination, Petraeus a lui aussi clairement indiqué son scepticisme sur le calendrier d'Obama. Lors de sa campagne électorale, sous la pression de l'opinion publique, Obama s'était

engagé à commencer à retirer les troupes d'ici l'été 2011. C'est aussi la raison pour laquelle en décembre 2009, malgré les pressions de l'armée qui réclamait des renforts, Obama décidait d'envoyer deux fois moins d'hommes que demandé, soit 30 000 soldats. À ce conflit entre l'armée et l'administration s'ajoute celui entre les administrations américaine et afghane. Dans le sud et l'est, les talibans contrôlent la plupart des villages, dans l'ouest et au nord, le gouvernement afghan a commencé à perdre le contrôle. Dans cette situation, Hamid Karzaï se désolidarise de plus en plus des États-Unis et il est actuellement en négociation avec les talibans dans la perspective de former un gouvernement de coalition. Dès juillet 2008, quand les bombardiers américains ont tué 80 Afghans, des femmes et des enfants pour la plupart, Karzaï avait déclaré à la presse que les forces de l'Otan ne devraient jamais être autorisées à bombarder à nouveau

sans avoir clarifié les objectifs avec son gouvernement. Depuis, chaque massacre important de civils est décrié par un ministre du gouvernement à la télévision, et les Américains ont à rendre des comptes. Le dénouement de ces divisions dépend d'une force dont les intérêts sont différents: le mouvement de solidarité internationale des populations. En France, alors que le gouvernement martèle la nécessité de mesures d'austérité-budgétaire contre les déficits publics, il s'entête dans une guerre en Afghanistan qui coûte un million d'euros chaque jour. Or, selon un sondage BVA réalisé au début de l'année, 56% de la population souhaite un retrait des troupes, et 85% pensent que la situation en Afghanistan se détériore. Nous devons amplifier les mobilisations pour exiger le retrait immédiat des troupes d'Afghanistan.

Vanina Guidicelli

6^e FSE D'ISTANBUL AGIR ENSEMBLE CONTRE LA CRISE

À l'ouverture du Forum social européen (FSE), le 1^{er} juillet, nous pouvions avoir les plus grandes inquiétudes sur sa tenue, du point de vue organisationnel et politique (essoufflement remarqué lors du précédent FSE). À la sortie nous pouvons affirmer qu'il existe toujours un espace pour cette jonction nécessaire entre le mouvement syndical européen – au moins pour sa partie qui ne se résigne pas à l'accompagnement des politiques néolibérales et prône un syndicalisme de transformation sociale – et les mouvements sociaux dans leur diversité. Le processus du FSE est vivant et nous en avons besoin pour organiser les résistances.

Après trois jours de débats intenses dans les séminaires, la manifestation au soir du samedi 3 juillet a rassemblé plus de 5 000 personnes avec une présence remarquable des Kurdes, particulièrement des femmes kurdes. Les différents réseaux (immigration, anti-impérialisme, justice climatique, éducation, globalisation et travail...) ont tenu à la fin du forum des assemblées pour faire des propositions d'action présentées à l'«AG des mouvements sociaux».

Le dimanche 4 juillet, le FSE s'est conclu par un appel à construire des convergences d'actions et à faire du 29 septembre une première étape de mobilisation contre les conséquences de la crise. Précédant le FSE, la Marche mondiale des femmes accueillait la caravane des Balkans par une remontée du Bosphore. Le lendemain, 30 juin, elle réunissait plus de 500 femmes de 22 pays dans une assemblée non mixte pour échanger, discuter, mettre en commun les expériences quant aux conditions spécifiques que subissent les femmes, conditions accentuées par la crise. Travail, droit à l'autodétermination, éducation et inégalités de genre, violences, répression...

Appel d'Istanbul:

Nous, les participants au FSE d'Istanbul, réaffirmant notre engagement contre toute guerre et occupation et pour une résolution politique à la question kurde, avons pris la résolution suivante.

Dans un contexte de crise globale et face à l'offensive des gouvernements, de l'Union européenne et du FMI pour imposer des politiques

d'austérité et de régression sociale, les mouvements sociaux réunis au FSE d'Istanbul appellent à agir ensemble en Europe. Face à cette offensive, des mobilisations et des résistances se développent dans toute l'Europe. Il est urgent de construire dans la durée et dans toute l'Europe la convergence des luttes, rassemblant des mouvements sociaux, syndicats, associations et réseaux citoyens. En ce sens, nous appelons à faire du 29 septembre et de la période qui l'entoure, une première étape pour développer des mobilisations partout en Europe. Nous devons imposer des politiques alternatives permettant de satisfaire les besoins sociaux et de répondre aux impératifs écologiques. Les mouvements sociaux européens appellent à une assemblée européenne les 23 et 24 octobre (ou 13 et 14 novembre) à Paris pour poursuivre les réflexions et réponses à la crise, les mobilisations et la coordination des mouvements, et aussi pour faire le bilan du FSE et débattre de son avenir.

Monique Jean, le 4 juillet



DVD
VIDEOGRAFIA ZAPATISTA, PROMEDIOS 1998-2000/
15 EUROS

Cette nouvelle compilation réjouira le fan de la cagoule qui sommeille en toi. Après avoir vibré sur un bateau turc, tu pourras rêver au milieu de la jungle Lacandone et t'imaginer trottant avec le beau Marcos. Les zapatistes, conscients du rôle de l'information, ont inventé Promedios, des groupes armés de caméras, des guérilleros de l'internet, qui réalisent des films sur la santé, l'éducation, par ceux qui pourtant étaient plus prompts à prendre la machette pour planter du maïs qu'à faire de la vidéo. Une conversation entre des encagoulés et des militaires protégeant la construction d'une route illustre un combat de la parole vraie contre l'édifice d'une armée employée à toutes les viles besognes du gouvernement mexicain.

Promediosfr.free.fr
Christophe Goby



LIVRES
L'EFFET SABLIER/Jean-Marc Vittori/CHAMPS
ACTUEL/5 EUROS

Les économistes aiment les images, depuis les courbes en « tête et épaules inversées » jusqu'à « l'effet chameau de l'inflation » naguère décrit par l'auteur de *L'Effet sablier*. Qu'entend par-là Jean-Marc Vittori, éditorialiste aux *Échos*? Il s'agit de la « fin inexorable des classes moyennes » et du passage d'une « société qui ressemblait à une pyramide » à une autre en forme de sablier. L'auteur invoque « la faute à l'ordinateur, les révolutions de l'entreprise, l'éclatement de la production », les nouveaux habits de consommation. Il reconnaît que son image s'applique mal aux sociétés actuelles où « ceux d'en bas » forment déjà plus des deux tiers de la population. Ses conclusions ne sont pas celles d'un révolutionnaire, mais ce petit livre bien informé mérite d'être lu et discuté.

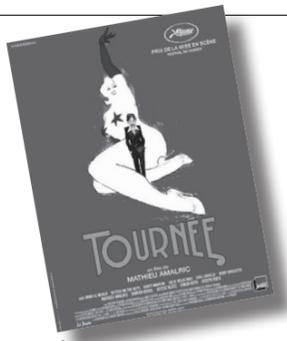
Gilles Bounoure



KEB DARGE & PAUL WELLER PRÉSENT LOST AND FOUND: REAL R'N'B & SOUL/BBE

La série *Lost and found*, accueillie sur le respectable label BBE, nous avait déjà gratifié d'un excellent précédent opus consacré au rockabilly. Un choix surprenant puisqu'en grande partie redevable à Keb Darge, un des DJ de funk les plus respectés à travers le monde, notamment pour certaines de ses compilations (comme les mythiques *Funk Spectrum*). La conversion semble se préciser, le bonhomme a bel et bien basculé des années 70's aux 60's voire aux 50's. Pour l'accompagner dans ce nouveau voyage temporel, il a demandé à Paul Weller, ancien chanteur de The Jam, de révéler certains de ses titres préférés de soul et de blues. Pour sa part, Ked Barge prolonge son nouvel évangile en balançant à la chaîne du jump blues et du pur r'n'b sauvage. Un seul point noir, ce disque s'avère assez difficile à trouver.

King Martov



CINÉMA
TOURNÉE/Mathieu Amalric

Amalric livre un film plaisant qui doit beaucoup, si ce n'est tout à ses actrices, véritables stripteaseuses burlesques. L'acteur passé de l'autre côté de la caméra sait parfaitement filmer ses actrices très généreuses et nous transmet tous les doutes, les hésitations, le mal du pays et la solitude qui rongent des comédiennes en tournée. Le personnage d'Amalric, producteur multivitaminé, est assez captivant au début du film dans son rôle de coach de cette troupe très fantasque. Mais très vite il se perd dans ses marasmes dont on entrevoit à peine l'origine et qui laisse sur sa faim. Le scénario pâtit un peu des manques de ce personnage, ce qui est regrettable et arrive à donner un sentiment d'ennui peu avant la fin du film. La Palme de la mise en scène n'est sans doute pas méritée mais le film demeure une très bonne toile à se faire.

Thibault Blondin



www.eauxglacees.com

Marc Laimé, auteur de plusieurs livres sur la problématique de l'eau, livre ses analyses au gré de l'actualité. Il nous décrit comment le système fonctionne, dénonce et nous aide à voir un peu plus clair dans l'opacité des contrats passés entre les collectivités et les marchands d'eau que sont les trois sœurs Véolia, Suez et Saur.

www.acme-eau.org

Ce site, certes assez amateur dans sa réalisation et difficile d'usage, est néanmoins une véritable base de données où chaque initiative, article de presse, nouveau contrat sont relatés. Des dossiers en ligne permettent également d'approfondir ses connaissances ou de prendre conscience des exactions que nos chères multinationales de l'eau commettent à l'étranger sous les couleurs du drapeau français.

http://eauidf.blogspot.com

Créée pour lutter contre la signature du renouvellement du contrat du Syndicat des eaux d'Île-de-France (Sedif) avec Véolia, la coordination eau Île-de-France avait vocation à peser sur les élus qui participaient aux votes pour faire enfin le choix de la régie publique, après 87 ans de délégation à Veolia. Malheureusement, le vote qui a eu lieu le 24 juin a redonné à Veolia son plus gros contrat en Europe. Mais le mur se lézarde puisque la communauté de commune Est ensemble et Viry-Châtillon sont en passe de quitter le Sedif. Le combat continue donc.

LIVRES AIGUES-MORTES: RETOUR SUR UN MASSACRE

Le massacre d'Aigues-Mortes (Gard) est une des premières manifestations populaires d'une violence xénophobe basée sur la conscience d'une identité nationale.

Gérard Noiriel revient en détail sur un événement souvent évoqué mais finalement peu étudié, le massacre d'ouvriers italiens par des Français à Aigues-Mortes (Gard) en 1893. Les violences provoquent la mort d'une dizaine d'Italiens, tandis que plus de 50 sont blessés.

L'historien démontre de façon très convaincante que ces violences sont le produit des mutations économiques et sociales liées à la Révolution industrielle. Il décrit la société d'Aigues-Mortes, dans laquelle l'activité des salins a bouleversé les équilibres traditionnels. Le travail dans les salins est dur, et les populations locales enrichies refusent d'y aller, entraînant le recours à une main-d'œuvre immigrée saisonnière, venant soit d'autres régions françaises paupérisées, soit du nord de l'Italie. En août et septembre, la puissante Compagnie des salins du Midi (CSM) embauche ainsi chaque année entre 1 500 et 2 000 personnes pour des opérations de levée du sel qui doivent être réalisées très vite, dans de très mauvaises conditions sanitaires, principalement du fait du manque d'eau. La CSM joue sciemment, pour baisser les salaires, de l'opposition entre immigrés italiens, durs à la tâche, venus collectivement depuis leurs villages sous la conduite de chefs, et la main-d'œuvre française composée de « trimards », vagabonds entraînés dans la déchéance sociale par le capitalisme industriel, dans cette période de « Grande Dépression ». Les seconds pénalisent les équipes payées au rendement car ils travaillent moins vite. Le drame démarre comme un conflit entre ouvriers, le groupe des Italiens reprochant aux « trimards » de ne pas travailler assez vite. Leur honneur et leur virilité étant atteints, la dispute dégénère en rixe après semble-t-il qu'un ouvrier italien a trempé sa chemise pleine de sel dans la réserve d'eau potable des trimards. Noiriel analyse alors le passage au conflit national en relevant que la qualité de « Français » est la seule dont peuvent se prévaloir les trimards face aux ouvriers italiens, dans un contexte où la presse nationale et locale, à partir souvent de faits divers, a contribué à construire peu à peu les oppositions sociales comme des oppositions nationales. Autour de cette fierté nationale, ils parviennent à rallier toute la communauté

aigues-mortaise qui laisse se dérouler la « chasse à l'Italien » qui s'ensuit. Il décrit donc un fait divers dans lequel à l'origine, l'identité masculine, professionnelle et locale, joue davantage que l'identité nationale. Mais « la logique de l'affrontement à conduit des acteurs qui n'avaient rien en commun à se regrouper en fonction de leur nationalité », l'arme de la nationalité permettant aux trimards de sauver leur dignité et de légitimer leur violence. Une des qualités du livre de Noiriel consiste ainsi à pointer la responsabilité des élites républicaines qui conquièrent le pouvoir en imposant la référence nationale comme une nouvelle norme. Il démontre enfin que les identités qui structurent les groupes sociaux ne sont pas données par avance mais constituent des enjeux de construction et de combats politiques et sociaux.

Sylvain Pattieu

Gérard Noiriel, *Le Massacre des Italiens, Aigues-Mortes, 17 août 1893*, Fayard, 20 euros





**RENDEZ-VOUS
LES 27^{es} RENCONTRES
INTERNATIONALES
DE JEUNES**



CHAQUE année, la IV^e internationale (regroupement international d'organisations anticapitalistes et révolutionnaires) organise des Rencontres internationales de jeunes (RIJ) militants anticapitalistes. Ces rencontres se déroulent pendant une semaine et sont l'occasion d'échanges, de débats entre militants, sympathisants et curieux venus de toute l'Europe et au-delà (Philippines, Mali, Mexique, Venezuela...).

Durant toute la semaine, des meetings, formations, ateliers et fêtes sont organisés dans lesquels sont abordés l'analyse du fonctionnement du système capitaliste, la crise mais aussi les luttes et les résistances qui s'organisent à l'échelle mondiale ainsi que l'histoire des luttes passées. Ces rencontres sont un moment rare d'échange d'expériences de militants à militants. Elles sont aussi l'occasion de prendre le temps de discuter sur la stratégie pour rompre avec le capitalisme, la révolution et sur le monde que nous voudrions construire.

Dans ce camp, nous essayons aussi de mettre en pratique nos idées : lutte contre les préjugés sexistes, racistes, homophobes..., autogestion (les participants prennent collectivement en charge l'organisation du camp : nettoyage, nourriture...), partage des richesses par un système de monnaie interne au camp permettant de combattre les inégalités entre les pays.

Cette année, avec la crise mondiale et les attaques tout azimut contre les jeunes et les travailleurs du monde entier, ce camp de jeunes prend une acuité particulière. Plus que jamais, nous avons besoin de discuter et de coordonner nos résistances pour réaffirmer que ce n'est pas à nous de payer leur crise. Et plus que jamais, pour tous les jeunes dont le seul avenir qui est offert par le capitalisme est la barbarie, il est urgent de discuter comment renverser ce système.

Cette année, les RIJ se dérouleront en Italie du 24 au 31 juillet. Une délégation de plus de 150 jeunes du NPA y participera. Il est encore possible de s'inscrire.

Pour toute information supplémentaire :

www.internationalcamp.org

Pour s'inscrire : envoyer un mail à

contact-jeunes@npa2009.org

**CGT AIR FRANCE
DES MILITANTS COMBATIFS EXCLUS**

La crise de la CGT d'Air France connaît une aggravation, avec l'exclusion de huit militants de la section d'Orly-Nord.

Comme la direction voulait, la CGT d'Air France l'a fait, en excluant huit camarades dans le centre de maintenance des avions qui regroupe 3 000 salariés et 600 sous-traitants à Orly (Val-de-Marne). La crise couvait depuis plusieurs années en raison du tournant pris par la CGT d'Air France vers un syndicalisme d'accompagnement et le refus de tout affrontement, oubliant les grandes luttes qui ont fait le renom de la CGT à Air France (1988, 1993).

Il y eut d'abord, en 2006, la signature d'un accord secret de la CGT d'Air France avec la direction de l'entreprise à la suite d'un conflit de plusieurs semaines où des centaines de salariés avaient lutté de façon inédite, faisant leur travail mais refusant de le signer puisque la direction ne voulait pas les augmenter. Confronté à une menace bidon d'amende de 460 000 euros, le bureau national avait signé un accord.

En janvier 2008, lors d'un conflit pour les salaires, la section d'Orly-Nord a mené deux actions, regroupant 200 salariés puis 300. Le mouvement affichait sa détermination et s'inscrivait dans la durée, les jeunes mobilisés se reconnaissant dans un syndicalisme de lutte. L'action a alors été cassée par la signature précipitée par le syndicat national CGT d'un accord salarial n'attribuant qu'un peu plus que l'inflation pour les bas salaires et l'indice Insee pour les autres. Les jeunes mobilisés ont alors été traités de hooligans et la section d'irresponsable.

Au Comité central d'entreprise (CCE), les délégués CGT ne se sont pas opposés à la création de Transavia, une filiale low-cost qui a repris des lignes d'Air France et en a sous-traité l'entretien à des salariés sous-payés. Au comité d'établissement, les élus CGT ont accepté la création d'une filiale au Maroc, chargée du grand entretien de l'A320.

Un syndicalisme perverti, où certains confondent militantisme et avantages personnels (prime au secrétaire du CCE, billets à tarifs réduits, etc.), s'est développé sous l'œil complaisant de la DRH et avec un accord tacite entre le bureau national CGT d'Air France et la direction de l'entreprise. Certains font ainsi une brillante carrière (promotions accélérées au statut de cadre) alors que les militants combattifs connaissent retards de carrière et traitements sur salaire. La direction accepte les permanents, alors que d'autres militants sont fliqués par la DRH pour activisme syndical. Certains



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

syndicalistes ont droit à des préretraites individuelles, quand l'ensemble de leurs collègues, qui ont fait leur carrière avec des horaires difficiles (3x8, produits toxiques, etc.) sont obligés d'attendre plus de 60 ans pour partir.

La direction industrielle comporte cinq sections locales CGT, correspondant aux sites d'Orly-nord, Orly-sud, Le Bourget, Toulouse, Roissy. La direction a exigé la mise au pas de ces sections de base avec l'idée d'une section unique en juin 2009. En échange de moyens (billets d'avion) et de postes de permanents supplémentaires, elle obtient du Bureau national CGT la fusion des cinq sections en une seule. Les sections les plus combattives, Le Bourget et Orly-Nord, ont refusé leur dissolution mais ont été mises en minorité par un congrès bureaucratique, auquel elles ont refusé de participer.

Le congrès terminé, les coups se sont mis à pleuvoir. Pendant ses congés, le secrétaire de la section d'Orly-Nord a perdu son mandat, l'apprenant par un courrier du DRH adressé à la hiérarchie locale : « Monsieur X ne bénéficiera plus du statut de salarié protégé en cas de licenciement. [Le DRH] souhaite avoir un point régulier écrit de sa présence et de sa prestation ». Et, pour un autre dirigeant de la section : « aucune disposition spécifique liée à la création d'une section unique de la CGT ne le concerne, en conséquence, aucun dépassement de ces heures ne saurait être toléré ». Une motion de protestation a été

votée par tous les élus et tous les syndicats, sauf... ceux de la nouvelle section unique CGT.

Grâce au soutien des salariés, un collectif de défense de la section CGT d'Orly-Nord a maintenu ses activités : tracts, luttes, revendications auprès des délégués du personnel. Ils ont contraint la direction à accorder des départs anticipés pour les fêtes de fin d'année, empêché un licenciement par un débrayage et mobilisé pour l'embauche des intérimaires.

C'en était trop pour la direction, qui a obtenu de la CGT le renvoi des huit camarades. Cette attaque a provoqué de la sympathie pour les exclus de la grande majorité de leurs collègues. Il a été décidé de créer une association de défense des salariés, qui comporte déjà plus d'une dizaine de délégués du personnel et des élus dans tous les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

La bataille continue dans la CGT, pour l'annulation de cette exclusion. Elle se mène aussi à l'extérieur, avec la syndicalisation possible de nombreux autres salariés qui ne veulent pas laisser faire cette forfaiture. L'accompagnement de la décision de suppression de 4 100 postes dans la compagnie nécessite un syndicalisme docile, tout comme le blocage des salaires et le rallongement du temps passé au travail. Mais les ouvriers combattifs ne sont pas faits de ce bois-là.

Correspondant

boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Nous sommes déçus, perplexes et en colère au sujet du dessin qui a accompagné la double page du journal consacrée la semaine dernière à la Marche des fiertés [Tout est à nous ! n°61]. Ce dossier avait été élaboré collectivement par la commission LGBTI (lesbienne, gay, bi, trans, intersex) du NPA, mais le dessin a été ajouté en plein centre de la page sans nous consulter. Pourtant il plaisait ouvertement et dans le plus pur style viriliste et homophobe sur la sodomie. Puniton ou soutien pour l'entraîneur (dans les deux cas nationaliste)? La polysémie du dessin nous laisse surtout cette impression que connaissent beaucoup d'entre nous quand on est presque sûrEs de s'être fait insulter mais que non, t'énervé pas, c'était pour rire. Quel rapport avec nos revendications? Pourquoi donner encore de la place à cette vision normative de la sexualité? De plus le dessin réduit le mouvement LGBTI à des mecs, blancs et « virils », et souscrit ainsi complètement aux stéréotypes que les luttes LGBTI s'attachent à combattre. Pourtant, le dossier cherchait à

mettre en avant la diversité, ainsi que les désaccords qui traversent le mouvement.

Faujour fait les dessins qu'il veut. En revanche, nous constatons que la rédaction de *Tout est à nous!* n'a pas su voir le caractère homophobe de cette image, et n'a pas douté qu'elle puisse être publiée dans le journal. Cela montre les progrès à faire en termes de formation des camarades, y compris dans les instances de direction. Nous engageons chacunE, lectorat et rédaction, à être attentifEs à ce que nous publions : on a vite fait de reproduire des normes, d'invisibiliser des sexualités, des identités, et ainsi de rendre peu accueillante notre organisation pour ceux et celles qui voudraient se battre avec nous.

Colin, Damien, Elsa, Gaël, Jean-Louis, Léa, Marine, Rafa, Suzanne, Typhaine.

Le texte qui reflète le point de vue de certains camarades de la commission LGBTI RP est évidemment respectable mais il procède d'une lecture erronée du dessin incriminé et d'une sensibilité.

Faujour ne propose pas la sodomie comme punition ni quoi que ce soit de ce genre. Il part de l'insulte d'Anelka qui lance à Domenech que « fils de pute il n'a qu'à se faire enculer ». Du coup l'idée d'une solidarité gay envers Domenech est venue au dessinateur en pleine actualité sur le Mondial, le « tous derrière » s'il est volontaire, est de mauvais goût et humoristiquement rebattu. Mais de là à trouver ça homophobe et viriliste?!

Par contre où sont les femmes, les trans, la revendication d'égalité? Alors oui, ce dessin n'est pas particulièrement en phase avec la double page ni la situation ; et, effectivement, tout le monde, y compris Faujour, aurait gagné à une petite consultation préalable. On peut être perplexé, agacé par le poncif faujourien. Oui.

Bruno, Jacques, Georges



UNIVERSITÉ D'ÉTÉ MILITANTE ET INTERNATIONALISTE

La deuxième université d'été du NPA sera un moment privilégié pour bien préparer la rentrée sociale et politique. Elle sera aussi un carrefour international, moment d'échange avec des militantEs venuEs de différents coins de la planète.

Nul ne doute que la lutte contre les projets du gouvernement sur les retraites constituera l'affrontement central dès les premiers jours de septembre. Pour préparer la journée de grève et de mobilisation du 7 septembre, discuter des suites et de nos propositions alternatives, la direction du NPA a invité l'ensemble de la gauche sociale et politique à un grand meeting unitaire qui aura lieu dans le cadre de l'université d'été, le vendredi 27 août. Autour d'Olivier Besancenot, les représentants des partis politiques de gauche, de différentes organisations syndicales, d'Attac et de la Fondation Copernic prendront la parole, annonçant ainsi une rentrée sociale que l'on espère aussi chaude que le soleil de Port-Leucate...

Des invités, il y en aura aussi plusieurs à la table ronde consacrée à la crise européenne. Des représentants de partis de la gauche anticapitaliste européenne, dont évidemment un groupe de militants grecs, présenteront ensemble les réponses communes que l'on peut défendre à l'échelle du continent contre les politiques d'austérité mises en œuvre par les classes dirigeantes. Tracer les convergences programmatiques en vue de la constitution d'une véritable force anticapitaliste européenne sera l'un des enjeux de cette table ronde.

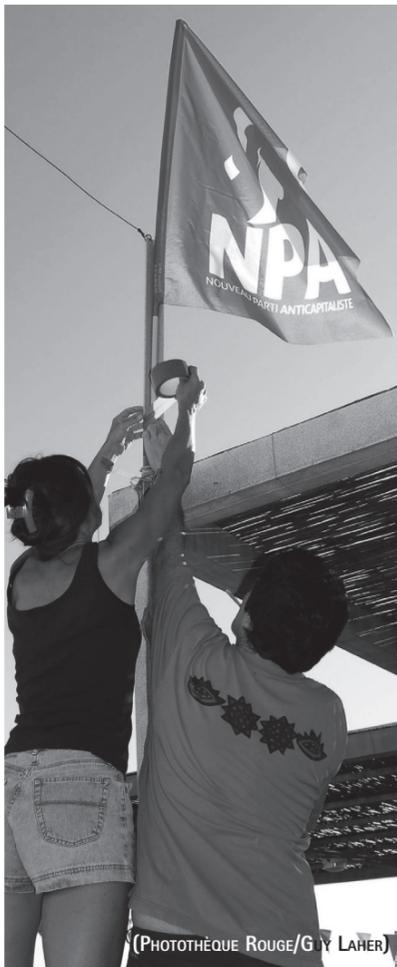
Une ouverture vers les grandes questions internationales que l'on retrouvera aussi dans le reste du programme. Dans le cadre du cycle central «pour un socialisme du XXI^e siècle», différentes expériences de rupture avec le système capitaliste et

d'auto-organisation seront analysées. Amérique du Sud et Antilles seront bien évidemment abordées, non comme des modèles mais pour tirer des enseignements vivants en compagnie de militants qui en ont été les acteurs.

La commission internationale du NPA proposera aussi de discuter de la situation sociale et politique dans différents coins de notre planète. Quelles luttes en Afrique noire et au Maghreb, quel rôle joue l'État d'Israël au Moyen-Orient, où en est la question kurde, le mouvement altermondialiste après Copenhague, Cochabamba et Istanbul... autant de sujets de discussion qui nous permettront de décliner une politique anticapitaliste en plusieurs langues, quelquefois en présence d'invités.

Et si ce bain international ne vous a toujours pas convaincu de venir, pourquoi ne pas tout simplement vous dire que même en soirée, on ne s'ennuiera pas du côté de Port-Leucate: avant-première de l'adaptation de son roman *Les vivants et les morts* présentée par son auteur Gérard Mordillat; avant-première du film consacré au dessinateur Siné, *Mourir? Plutôt crever!*, présenté par sa fille, réalisatrice du film; concert de bossa et jazz; présentation de documentaires; rencontres diverses; et une première soirée hommage à Daniel Bensaid (à qui sera aussi consacré deux séances du programme). Que demande le peuple? Où et quand? Du mercredi 25 au samedi 28 août à Port-Leucate, c'est là qu'il fera bon être anticapitaliste!

Commission Université d'été



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/G Y LAHER)

MONTREUIL FÊTE L'ÉTÉ

Qu'on le veuille ou non, l'été sonne l'heure d'une pause militante. Pour célébrer cette année pleine de résistances, Montreuil a fêté l'été et une année pleine d'initiatives militantes comme le lancement du *Montreuil anticapitaliste* (feuille bimensuelle militante du comité NPA Montreuil), le collectif retraite, le combat pour la remunicipalisation de l'eau, le soutien aux Roms, à la grève des sans-papiers de l'agence d'intérim Manpower, la Marche mondiale des femmes, le lancement d'un collectif contre le projet Haut-Montreuil de la municipalité de Dominique Voynet.

Vendredi 2 juillet, nous avons été près d'une centaine à participer à cette fête anticapitaliste.

Le groupe de rock Sunday Afternoon a donné le «la» de la soirée qui a fourni de l'énergie à toutes et tous pour envisager une rentrée offensive, tant au niveau des luttes pour nos retraites que pour les mobilisations montreuilloises. Barbecue, bar et musique, rien ne manquait à ce rendez-vous, tout cela dans un cadre idéal à deux pas

du métro. Encouragés par la réussite de cette initiative, les Montreuillois espèrent la renouveler dès la rentrée.

Thibault Blondin



(DR)

hommage



(DR)

JACQUES NORDEST nous a quittés ce 29 juin. Il avait 62 ans. Il avait construit la LCR à Beauvais (Oise) dans les années 1970 où il suivait plus particulièrement le groupe Taupe sur l'usine DBA, devenue Bosch, usine de 2.500 salariés en 1976 qui a définitivement fermé ce 30 juin 2010... Ce groupe interne à l'usine sortait tous les quinze jours une feuille intitulée *la Taupe rouge sans frein* (1973). Jacques animait la formation politique des copains.

Il a quitté la LCR après les législatives de 1978 qu'il analysait comme un échec politique. Son abandon du terrain militant et de l'engagement collectif l'a changé au plus profond de son être. Porteur d'une conscience politique très forte et d'une culture marxiste extraordinaire, il avait du mal à trouver sa place. Il était un vrai «produit» des années 1968 et de l'effervescence intellectuelle qui a suivi; il était un bretteur redoutable dans les débats internes ou entre organisations.

Il avait un problème de «mode de vie» entre un cercle privé loin des préoccupations militantes et une vie politique qui voyait s'éloigner la perspective révolutionnaire d'un horizon proche, un militantisme qui devait s'installer dans la durée, qui obligeait à «composer»...

Quitter la Ligue, c'était aussi se libérer d'un carcan de réunions incessantes et il voulait consacrer sa vie à d'autres passions, comme le vélo... Il est resté abonné à *Rouge*, puis à *Tout est à nous!* et nous le croisons parfois dans les manifs...

Nous présentons à Christine sa femme, à ses enfants et petits-enfants nos sincères condoléances.

Comité NPA de Beauvais

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo	6 mois	1 an
	28 euros	56 euros

L'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	50 euros	100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo

	6 mois	1 an
	20 euros	40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel

	6 mois	1 an
	38 euros	76 euros

Abonnement à la revue mensuelle

	6 mois	1 an
	22 euros	44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo	6 mois	1 an
	45 euros	90 euros

L'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	65 euros	130 euros



Saint-Denis UN CAMP DE ROMS ÉVACUÉ

Mardi 6 juillet, à l'aube, les flics, sur ordre du nouveau préfet, Christian Lambert, ont évacué un des plus anciens camps rom de France, le Hanul à Saint-Denis. Ce campement, parfaitement organisé, bénéficiait depuis 2003 d'une convention d'occupation signée avec la mairie de Saint-Denis qui avait installé des sanitaires et un point d'eau. 170 personnes y vivaient avec 51 enfants dont 28 de nationalité française et beaucoup nés à Saint-Denis et scolarisés dans la ville. Aidés essentiellement par des militants de la Voix des Roms, de Parada, du Réseau solidarité logement, de RESF, du SNUIPP, du NPA, du Mrap ou du PG, les expulsés, ayant pour la plupart perdu leurs affaires, écrasés par trois bulldozers, se sont massés devant la mairie. Aucun élu n'avait daigné les

rencontrer les jours précédents alors que la menace d'expulsion était tangible. Après trois heures d'attente, une délégation a été enfin reçue. Au moment où nous bouclons le journal, la majorité municipale (Front de gauche, minorité PS, Verts, LO), officiellement solidaire de ce combat, ne veut rien entendre : pas de locaux municipaux ni de nuits d'hôtel possibles, pas de terrain pour installer des tentes même provisoires, pas de nourriture. La seule proposition est une délégation commune auprès de la préfecture... Les Roms sont dans la rue mais face à cette expulsion honteuse et brutale, la solidarité s'organise. Pour forcer les autorités et notamment la préfecture à leur trouver pour tous ensemble un terrain ou un lieux de résidence décent.



Saint-Denis, le 6 juillet. Le camp de roms du Hanul expulsé à l'aube. (DR)

LE CHIFFRE

15 euros

C'est la somme forfaitaire que Bachelot envisage de réclamer aux sans-papiers bénéficiaires de l'Aide médicale de l'État (AME). Après avoir essayé en vain de supprimer cette possibilité de se faire soigner, le gouvernement qui poursuit sa chasse sans pitié aux sans-papiers, tente de renflouer les caisses de l'État sur leur dos. Les sans-papiers sont à nouveau désignés comme boucs émissaires alors que la plupart d'entre eux paient déjà des impôts et cotisent à la Sécurité sociale sans pouvoir bénéficier des prestations de l'assurance maladie.

ISLAMOPHOBIE. Dans la nuit du 28 juin, une vingtaine de stèles musulmanes ont été vandalisées dans le cimetière de Strasbourg. Depuis août 2009, plus de vingt actes islamophobes ont été recensés à travers toute la France. Les mosquées sont particulièrement visées (tags racistes, croix gammées et même rafales de mitraillettes) et les carrés musulmans dans les cimetières sont souvent attaqués. Le même jour, Fillon dénonçait – sans rire – l'islamophobie lors de l'inauguration de la mosquée de Gennevilliers. Ce n'est pas comme s'il dirigeait le gouvernement qui a lancé le débat moisi sur l'identité nationale et s'appropriait à défendre l'interdiction de la burqa dans les lieux publics. Stigmatisés par l'État, les musulmans font les frais de sa politique de bouc émissaire. Combattre l'islamophobie et plus généralement le racisme est une condition nécessaire de l'unité des travailleurs.

VOYNET : SANS SOLIDARITÉ FIXE.

Dominique Voinet, maire de Montreuil (Seine-Saint-Denis), sait s'indigner de la politique du gouvernement en matière de logement et d'expulsions, mais nettement moins dès qu'il s'agit de sa ville. En octobre 2009, elle a ainsi, via la direction de la Tranquillité publique (sic), envoyé un courrier à l'entreprise Quartz SAS pour lui signaler la présence de SDF dans un de ses locaux vides, lui demandant «*quelles sont les actions que vous comptez mettre en œuvre pour remédier à cet état de fait ?*», et lui signifiant qu'en cas de non-réponse, «*la ville peut se substituer aux propriétaires défaillants.*» Fin 2009, un camp de Roms avait aussi été évacué avec la complicité de la mairie (le camp faisait tâche face à l'entrée du Salon du livre pour la jeunesse...). Les belles paroles s'effacent devant le pragmatisme...

LE PS ET LA BURQA.

Alors que la loi interdisant le port de la burqa devait être discutée à l'Assemblée nationale du 6 au 9 juillet, le PS vient de déclarer qu'il ne s'y opposerait pas. Après avoir fait beaucoup de bruit sur ce projet de loi, Benoit Hamon, porte-parole du PS, avait déclaré que son parti y était opposé, la position aurait changé. Ainsi, selon Jean-Marc Ayrault, Martine Aubry et lui-même auraient évolué sur la question et veulent avoir une attitude responsable en ne s'opposant pas au vote de la loi. Une fois de plus, la prétendue responsabilité sert de cache-sexe à tous les renoncements. C'est aussi au nom de la responsabilité que ce parti, dès qu'il est au pouvoir, privatise, accepte les licenciements, s'engage dans les guerres... La loi sur la burqa est une nouvelle manière de stigmatiser une communauté alors que seules quelques centaines de femmes sont concernées.

LE FACTEUR N'EST PAS PASSÉ.

En grève depuis le 14 juin, les facteurs de Saint-Cyprien-sur-Dourdou s'opposent depuis plusieurs mois à leur déplacement vers le centre de distribution d'Aubin Decazeville à 20 km. Après avoir vidé leur local et déménagé leurs voitures de fonction en un week-end, la direction de La Poste bloque les négociations. Par cette attitude méprisante, elle souhaite montrer sa détermination à fermer le seul bureau de poste restant dans un canton rural de 2 700 habitants en brandissant le spectre bien connu de la rentabilité. Déterminés, les facteurs le sont aussi. Ils entament leur quatrième semaine de grève (un mouvement inédit pour La Poste en Midi-Pyrénées) et durcissent leurs actions. Cette lutte, soutenue par la population, est un symbole de l'opposition à la désertification des services publics en milieu rural. Les facteurs de Saint-Cyprien-sur-Dourdou resteront à Saint-Cyprien-sur-Dourdou.

POSTIERS DU 92.

Après la grève de 66 jours des postiers d'Asnières, Châtillon, Clamart et Bois-Colombes (Hauts-de-Seine), 30 à 50% des suppressions d'emplois prévues ont été annulées et cinq CDD ont été titularisés. Mais la direction cherche aujourd'hui à décapiter l'équipe militante qui a animé cette grève. Elle traîne devant le tribunal seize postiers, dont Olivier Besancenot, et veut infliger de lourdes sanctions disciplinaires aux syndicalistes. Deux syndicalistes de SUD-PTT, Bertrand Lucas et Yann Le Merrer, risquent, respectivement, un et deux ans de suspension. La Poste a demandé le licenciement du secrétaire départemental adjoint de SUD-PTT 92, Gaël Quirante. Si l'inspection du travail le refuse, La Poste est même prête à faire appel au ministre du Travail. Lundi 12 juillet, un préavis national de grève a été déposé par SUD-PTT. Un rassemblement aura lieu lors de la commission disciplinaire de Gaël, à 13h30, 3, bd du Levant à Nanterre.

“ NO COMMENT ”

Il faut développer l'épargne retraite. Les entreprises devraient y contribuer.
JEAN-FRANÇOIS COPÉ, DISCOURS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE, LE 30 JUIN.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 8 000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr